

Transcription de l'entretien avec Jacques FLOCH

Enregistré à son domicile à Rezé, par Cécile Liège, le 25 mars 2014

[0'00"00] – Origines familiales

Jacques Floch : Je m'appelle Jacques Floch. Je suis né à Bihorel, dans la banlieue de Rouen, le 28 février 1938. Je suis né avec une sœur jumelle et j'ai rencontré un frère aîné qui avait deux ans de plus que nous. A cette période, juste avant la guerre, mon père était contrôleur des installations mécaniques aux téléphones. C'est à dire qu'il travaillait aux installations techniques au Central téléphonique de Rouen. Ma mère avait pris un congé maternité de longue durée et elle, elle était dame téléphoniste dans le grand Central téléphonique de Rouen. Mes deux parents travaillaient. Mon père est issu d'une famille bretonne expatriée. Mes grands-parents étaient des Bretons du Finistère qui, à la fin du 19^{ème} siècle, avaient été obligés de partir du Finistère parce qu'il n'y avait pas de travail, il n'y avait rien à manger, ils avaient pas d'argent. Mais ils savaient lire et écrire. Ils ont accompagné leurs parents qui étaient des marins. Ils se retrouvent à Toulon. Et mon arrière-grand-père avait navigué à partir de l'âge de 12 ans sur un voilier brestois. A l'époque, les voiliers brestois engageaient trois mousses pour faire le tour du monde. Il y en avait un qui revenait. Il y en avait deux qui mouraient pendant le voyage. C'étaient des métiers terribles. Et ce garçon, fort, petit, râblé, a fait une longue carrière dans la Marine nationale. Bon, il a pas passé le grade de Premier Maître principal, mais c'était déjà quelque chose d'important. Il avait deux fils et une fille. Mon grand-père, qui lui, était représentant de commerce, qui au moment de son mariage, a habité Marseille. Qui avait épousé sa cousine un peu éloignée, mais sa cousine quand même. C'est comme ça que mon père est né à Marseille. Mon grand-oncle était marin aussi. Il a terminé sa carrière aux Chantiers navals de Toulon dans la Marine nationale. Et leur sœur était une religieuse, qui au moment de la séparation des Églises et de l'État, était dans une congrégation d'enseignants. Donc elle était obligée de partir de France. Elle s'est réfugiée en Angleterre et elle est morte de faim et de misère en Angleterre. Mon père fait des études comme on faisait à l'époque. Pas très longues. Il apprend un métier technique d'électricien, ce qui était déjà... Et il passe le concours d'entrée, après son service militaire, à l'école, qui allait devenir plus tard la grande école des Télécommunications, qui formait des techniciens pour aller installer le téléphone. En sortant de l'école, il savait pas où aller, il se met à la disposition de l'administration. Et on l'envoie en Normandie, à Rouen. Et là, on lui confie une équipe de gens qui vont installer le téléphone dans le milieu rural. Il a une petite équipe qui travaille avec lui. Et il fait des essais de téléphone, puisqu'il installe les premières lignes de téléphone automatique. Et au bout du fil, il a une téléphoniste du central téléphonique et pendant trois mois – c'est lui qui m'a raconté ça – tous les jours, il faisait ses essais. Il avait toujours la même personne. Il se décide quand même de voir qui c'est cette fille qui lui répond gentiment, qui rigole avec lui... Et voilà, je suis un fils du téléphone !

[0'05"16] – L'histoire politique de sa famille

Cécile Liège : Dans votre jeunesse, est-ce que vous étiez militant ?

JF : J'étais pas militant, non, je n'ai pas appartenu à un parti politique. Mais dans la famille, on parlait politique. Nous étions cinq enfants. Faut dire que, pendant la guerre, mon grand-père Floch, sort officier avec le grade de capitaine de la guerre de 14. Il reste dans l'Armée. Il redevient sergent, il regagne tous ses galons et il termine sa carrière militaire comme capitaine. Il a la Légion d'Honneur... [Interruption par la sonnerie du téléphone]. Mon grand-père se retrouve... il commande la Cartoucherie du Mans. Il termine en 1934 sa carrière militaire. Lui, il est militant, officier républicain, franc-maçon, radical socialiste. Et en 1936, il est élu sur la liste républicaine, liste de gauche, au Mans. Il est adjoint chargé du Bureau d'aides sociales. En mai 40, il crée le premier bureau de Résistance de la Sarthe. Et fin 41 début 42, vous savez il y a des grandes rafles organisées par la police allemande et française. Il est arrêté, lui et son adjoint. Lui qui est bouffeur de curés, il a comme adjoint un vicaire de la cathédrale du Mans. Comme quoi, le patriotisme réunit des gens... Il est envoyé à la prison d'Angers, lui et son vicaire.

Ils sont torturés et ils partent dans un camp de concentration. Mon grand-père mourra au camp de concentration de déportés de Dora en février 45. On est sûr qu'il a vécu jusqu'en février 45, après il disparaît.

CL : Donc vous, vous étiez trop jeune pour vous intéresser à la politique, mais c'est quelque chose qu'on a dû vous raconter ?

JF : Nos parents avaient installé, dans la cave de la maison où on habitait, des matelas. Chaque fois qu'il y a des bombardements, on nous oblige à nous réfugier dans la cave. On vit ça. Et puis on découvre à la Libération... En Normandie, la Libération c'est août 44. Et puis on voit arriver notre père, un fusil sur l'épaule, le brassard FFI. En fait, il était un des responsables des résistants à Bihorel et à Rouen. Évidemment, on ne savait pas. Mais notre maison avait été fouillée par la police déjà. Ils avaient rien trouvé et pour nous, enfants, ça voulait rien dire. Après, on saura qu'il y avait eu sans doute une dénonciation... Mais, les parents ne seront pas inquiétés plus que cela. Mon père, avant la guerre, avait adhéré aux Jeunesses socialistes, ou au Parti socialiste. Mais pendant la guerre, il devient gaulliste et il le restera toute sa vie. Il est mort en 83 et toute sa vie, il restera gaulliste par fidélité. Il trouve d'ailleurs à la fin de sa vie que le gaullisme n'a plus rien à voir avec ce qu'il espérait. Ma mère est plutôt MRP. Mais elle a été très marquée, très influencée par Mendès-France. Elle est centriste, oui. Elle aurait bien aimé être élue, militante. Elle s'occupe des associations familiales. Elle est élue dans ce milieu-là. En 45, mon père veut retrouver le soleil du midi. Il demande son affectation dans le sud de la France. Il avait une santé difficile. Il est nommé à Menton. Donc en septembre 1945, nous nous retrouvons tous les sept à Menton. Ma mère continue à militer dans des associations familiales. Elle crée même une épicerie sociale. A l'époque on élisait les délégués à la Sécurité sociale. Elle est élue à la Sécurité sociale. Mais au niveau politique, elle s'engage pas dans le milieu politique. On assiste à tout ça.

CL : Vous diriez que ça vous a formé dans ce que vous allez devenir ?

JF : Oui, surtout parce qu'il y avait la libre parole autour de la table. A partir du moment où on n'insultait pas les autres, on avait le droit de tout dire. On avait le droit d'être d'accord, pas d'accord. Il y avait des sujets que l'on abordait très librement. C'était pas une famille fermée sur le discours. Ça, ça m'est resté. On était élevé... j'ai fait ma première communion, j'ai fait comme on faisait à l'époque. Mais à partir de la première communion, vous alliez à la messe si vous vouliez. C'était pas une obligation. J'ai ma sœur jumelle qui est catholique pratiquante. Ça gêne personne d'avoir des opinions de ce genre. Ça, ça appartient à chacun. Ça, ça m'est resté. Et je me suis toujours battu pour que ce soit toujours comme ça. C'est à dire que les gens ont toujours le droit de penser ce qu'ils veulent. C'est le libre débat. Et aussi, je me suis toujours battu quand on a tenté de me faire taire. Ça, je tolère pas ça. Qu'on combatte mes idées, pas de problème. Ça fait partie des choses qu'il faut admettre en permanence. Faire taire les gens, c'est inadmissible.

[0'13"01] – Parcours professionnel

CL : En quelques mots, votre parcours professionnel, jusqu'à ce que votre mandat vous prenne tout votre temps...

JF : Ça a été simple. École primaire, tout ça, ça s'est bien passé. Je rentre au lycée en 6^{ème}. Je suis dilettante : je suis bon élève dans les matières qui me conviennent. Mais je suis insupportable. Au lycée, arrivé à la 4^{ème}, ils me supportaient plus. J'étais pas insolent mais j'aimais bien la discussion. A l'époque, ça plaisait pas toujours au prof. L'année où j'ai été viré du lycée, j'ai été cité huit fois à la distribution des prix. Et puis j'arrive à l'âge de 15 ans. Je voulais travailler dans l'agriculture. Pourquoi, parce que j'avais des souvenirs d'un cousin qui était agriculteur. A Menton on habitait à côté d'une grande propriété où il y avait des maraîchers. Ça m'intéressait. Donc, j'ai passé le concours d'entrée aux écoles régionales d'agriculture. A l'époque, en France, il y avait cinq écoles régionales d'agriculture qui formaient 100 techniciens agricoles par an. C'est vraiment très restreint. Ça a donné naissance après aux lycées agricoles. Je réussis le concours dans de bonnes conditions et j'ai le choix de l'école. Il y a une école en Normandie, là où habitaient toujours mes grands-parents maternels, des oncles et des tantes. Et je choisis l'école d'Yvetot, en Seine-Maritime. Et ça me plaît. D'abord parce qu'il y avait deux fermes attenantes à l'école. Et les élèves travaillaient sur les deux fermes. Il y a un directeur vraiment extraordinaire, qui vous donne envie de travailler. J'ai du mal, beaucoup de mal parce que changement de climat, changement d'ambiance. La première année est très difficile, il fait froid. Sur le plateau du pays de Caux, les -10 l'hiver, c'est pas rare. La deuxième année est meilleure, la troisième est convenable. Mais c'est l'année de sortie, avec les examens de sortie. Donc je sors avec le diplôme de l'école et un diplôme de technicien agricole. Je cherche un emploi. On pouvait continuer : avec une année ou deux de formation complémentaire, on pouvait passer le concours de l'école nationale d'horticulture de Versailles. J'ai des camarades de classe qui font ça. Ou bien, vous cherchez un emploi

dans le milieu agricole. Sauf si vos parents ont une ferme, ce qui était le cas de certains de mes camarades. Moi, on me propose quatre emplois ! C'est le moment où l'agriculture se bouleverse. Et je me retrouve contrôleur au service de la protection des végétaux, dans le vignoble à Reims. Et je suis assistant d'un ingénieur qui fait des essais de produits phytosanitaires dans le vignoble. C'est pas si mal que ça. L'accueil des vignerons champenois est chaleureux, très aimable. Surtout qu'on travaillait pour eux. Et puis l'ingénieur avec qui je travaille est un type qui fait de la recherche, qui est intéressant. Mais fallait bosser avec lui. Il y avait des jours où on comptait pas ses heures. J'étais fonctionnaire auxiliaire mais avec un travail assez passionnant, de terrain.

[0'17"42] – La guerre d'Algérie

JF : Et puis c'est la guerre d'Algérie. Donc en mai 58, je suis envoyé en Algérie : 27 mois, 27 jours, 4 heures. En Algérie et puis au Maroc. Mais entre temps, j'avais connu une jeune fille, qui s'appelle Colette Floch. Parce que les gars de l'école à Yvetot, une centaine de gars entre 16 et 20 ans, ça faisait du bruit dans la commune ! Colette faisait partie d'une association qui faisait partie des Jeunesses musicales de France. Et à l'école, cette association nous sollicitait pour qu'on participe aux concerts. C'est comme ça que j'ai rencontré Colette Floch. Et on avait décidé qu'on se marierait après mon service militaire. J'ai fait trois jours à Marseille et direction l'Algérie tout de suite. J'ai fait l'Armée de l'Air et je suis envoyé dans le camp qui formait entre autres les commandos de l'Air. Donc, les classes, c'est très hard, très sportif. J'étais pas aussi gros que maintenant, en sport, j'étais assez bon. En cross, en course à pied... Ça m'a pas coûté d'être dans ce milieu-là. Mais j'en ai retenu des choses abominables.

CL : Qu'est-ce que ça a construit en vous ?

JF : D'abord, on nous avait rien raconté. On savait pas ce que c'était que l'Algérie. L'Algérie, c'était la France. Il y avait des départements. Sauf que très rapidement, quand on arrive en Algérie, les jeunes métropolitains découvrent un pays avec deux peuples. Les pieds-noirs d'un côté. Il y a l'apartheid. On le dit pas en France parce que c'est scandaleux. Mais c'est la réalité. Et de l'autre côté, les Kabyles et les Arabes. Les Algériens musulmans. Et on nous explique, et là il y a la propagande de l'Armée... Je me souviens d'un commandant, un type sympa, qui nous faisait des conférences sur la défense de la civilisation judéo-chrétienne face aux hordes barbares. Des mots utilisés. Le communisme international qui allait mettre la main sur toutes nos colonies, etc. On bourre le crâne. Et on vous dit, l'Algérie, c'est la France. Mais il y avait des gens qui étaient un peu formés, qui étaient un peu politisés et qui posent des questions malsaines.

- « *Ha c'est la France, mais alors pourquoi les billets de banque c'est pas les mêmes ?* »
- « *C'est pour éviter le trafic* »
- « *Et pourquoi les cigarettes c'est pas la Régie algérienne ? Et pourquoi les bordels existent toujours en Algérie alors qu'ils existent plus en France ?* »

Alors, tout ça, ça travaille. Et puis, il y a le danger de la guerre. On vous apprend à tuer. Moi je sais égorger proprement quelqu'un. Je sais utiliser une mitraillette, je sais utiliser un fusil. Ce qu'apprennent les jeunes de 20 ans. Et ça, c'est terrible. Parce que quand on vous apprend à vous servir d'une arme, si vous réfléchissez pas, vous pouvez devenir d'une cruauté extraordinaire. Et certains le sont devenus. Et c'est pas de leur faute. Je le dis toujours, c'est pas de leur faute. On les a conduit à ça. Et il faut jamais oublier non plus que cette génération qui a fait la guerre d'Algérie, c'est des enfants de la guerre. Ils sont tous nés entre 1932 et 1942. Ils ont passé leur petite enfance, pour certains, leur préadolescence, pendant la guerre. Certains n'ont connu leur père qu'au bout de cinq ans, parce que leur père a été prisonnier. D'autres, dans leur famille, la guerre a été difficile. D'autres moins, mais nous sommes tous enfants de la guerre. Et quand on a 20 ans, on nous envoie faire la guerre. Ce qui m'a marqué un jour, on m'a envoyé avec d'autres fouiller des medshas et villas, des maisons algériennes dans un village. Et puis, plus tard, je me suis dit : c'est ce que les Allemands ont fait chez moi. Et moi, j'ai fait la même chose. Ça ça vous remue. Ça vient pas tout de suite, parce qu'on avait oublié de nous dire un certain nombre de choses. Cette période-là m'a beaucoup marqué et, très certainement, a été à la base de ma réflexion politique.

[0'23"43] – Parcours professionnel et réflexion politique

JF : Ma deuxième réflexion politique, c'est lié à ma profession. En 1960, quand je rentre, je retourne à Reims, avec Colette, on s'installe. Je passe le concours d'ingénieur agricole. Je réussis l'écrit et je me fais bouler à l'oral. Ça me perturbe un peu. Et on me propose un poste dans une société phytosanitaire, pour faire des essais de produits, ici, en Loire-Atlantique et en Maine-et-Loire. Nous, ça nous dérangeait

pas de déménager. On arrive à Nantes dans ces circonstances-là : je travaille huit jours en Loire-Atlantique, huit jours en Maine-et-Loire. Colette était secrétaire, elle trouve un emploi à Nantes dans un grossiste qui vendait aux épiciers. On trouve un appartement.

CL : A Nantes, à Rezé ?

JF : A Nantes, à la Rivière, derrière le champ de courses. On se plaît assez bien dans la région. Sauf qu'au niveau de mon emploi, ça ne me convient pas. Parce que la boîte pour laquelle je travaillais, ils voulaient plutôt que je fasse du commerce, que de la technique. Bon, j'avais pas reçu de formation commerciale, ça m'intéressait pas. Donc, je fais le tour des organismes qui pourraient m'embaucher. Je vais à la Chambre d'Agriculture. Je suis reçu par Maurice Thureau qui vit toujours, qui habite Varades. C'est lui qui s'occupait de l'implantation des conseillers agricoles et il me dit « *Dans quelques semaines ou quelques mois, on aura certainement un poste de disponible à Nozay. Est-ce que ça vous pose un problème d'aller vous installer à Nozay ?* ». Je dis non. « *Parce que votre profil correspond à ce qu'on cherche. Donc, si vous voulez, on reprend contact* ». Très bien. Je continue ma tournée. Je vais à la Direction des services agricoles, je suis reçu par le directeur, Monsieur Bonneau [PHON]. Ce monsieur regarde ce que j'ai fait. Je lui dis « *Voilà ce que j'ai fait, voilà les diplômes que j'ai occupés, je suis libéré des obligations militaires, je cherche un emploi...* ». Il me dit : « *J'ai ce qu'il faut. Le ministère m'a demandé d'embaucher un jeune technicien agricole qui accepterait de suivre les cours de l'école nationale de la Statistique pour devenir statisticien agricole.* » Je savais pas du tout ce que c'était. Il m'explique. Bon, très bien. « *Est-ce que ça vous intéresse ?* » Je dis « *Oui, ça m'intéresse* ». Au niveau salaire, c'était à peu près équivalent. Et puis, on m'offre en fait de faire des études supérieures que je n'ai pas faites ! Ça m'est pas venu à l'esprit comme ça, c'est après que je me suis dit, ce qu'on t'a proposé, c'est ça. Et je m'engage dans cette aventure. Je rentre en juillet 62 au service agricole. En octobre 62, j'ai un stage à Combourg, qui réunit une dizaine de jeunes techniciens comme moi, des départements de l'Ouest. Et là, celui qui est le patron de la statistique agricole au ministère de l'agriculture, monsieur Gérard Théodore, vient nous expliquer ce qu'il veut faire. Et c'est une rencontre extraordinaire avec un monsieur tout à fait particulier. Je vous en dis deux mots. Ce type-là, en 1940, vient de réussir le concours d'entrée à Polytechnique. Il est juif, mathématicien, brillant. Il reste pas en France, parce qu'il sait qu'il va... Il part en Afrique, il rejoint la colonne Leclerc. Évidemment, il est tout de suite nommé sous-lieutenant. Il fait Bir-Hakeim, il perd une jambe à Bir-Hakeim. De Gaulle le fait compagnon de la Libération. Il a 23 ans. On lui répare la jambe. On l'envoie aux États-Unis se faire réparer la jambe, pour une jambe de bois. Il reprend du service. Il est dans l'état-major de Leclerc. Il finit la guerre avec le grade de capitaine. Il se pointe à Polytechnique et là on lui dit « *Ben non, monsieur, un polytechnicien avec une jambe de bois...* ». Il a la Légion d'Honneur, il a la Croix de guerre, il est Compagnon de la Libération. Il faut une intervention spéciale de la Libération pour qu'il soit admis. Et il rentre à l'Insee. Il terminera inspecteur général de l'Insee. Et pour la petite histoire, mon dernier dossier, en tant que Secrétaire d'État en 2002. Le dernier jour avant que le gouvernement ne s'en aille. J'ai un dossier pour nommer Grand-Croix de la Légion d'Honneur Gérard Théodore. Et c'est moi qui le présente au Conseil des Ministres. Et j'avais gardé avec ce monsieur des relations... surtout après, quand je suis devenu député, etc. Quand je me suis occupé des Anciens combattants. Parce que je me suis occupé des affaires sociales des Anciens Compagnons de la Libération. Il était bien connu dans ce milieu-là quand il était à la retraite. Je l'avais vu à Paris, on s'était rencontrés plusieurs fois. Il me rappelait ses souvenirs de statisticiens. Parce que ça avait été une belle aventure pour lui aussi. Pourquoi ce service de statistique se crée au ministère de l'Agriculture, c'est parce qu'Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture, a deux gros dossiers : le marché commun agricole et les premières lois d'orientation agricoles. C'est le moment où l'agriculture bascule. Où elle passe d'une « agriculture-exploitation familiale » à une agriculture plus productiviste. Même trop, maintenant on le dit. Mais à l'époque, elle perd des milliers d'emplois. On imagine mal le nombre d'emplois perdus à l'époque. C'est sans commune mesure avec les marins, avec les mineurs, avec la métallurgie.

CL : C'est la deuxième raison, avec l'Algérie, de votre engagement politique ?

JF : C'est ça. Et ce métier est un métier un peu particulier. La statistique... surtout la recherche de données sur le terrain. C'est ce qu'on nous demandait. On nous demandait d'aller sur le terrain, auprès des agriculteurs, des organismes agricoles, chercher le maximum d'informations pour éclairer le ministre et le ministère de l'agriculture. Parce que le système de statistique agricole qui existait en France datait de Louis-Philippe. Donc il y avait besoin d'une rénovation extraordinaire. Donc il fallait inventer toute une méthodologie. Et en même temps qu'on suivait les cours de l'École nationale de Statistique, on travaillait sur le terrain, on travaillait pour chercher des méthodologies nouvelles. Moi j'ai un indice qui porte mon nom. Sur tout ce qui concernait l'agriculture. A la fois la production agricole, végétale et

animale, mais aussi l'organisation de l'agriculture, la vie sociale des paysans, du milieu rural. C'est-à-dire une ouverture extraordinaire. J'étais tous les jours parti. Tous les jours ! J'avais une 4CV, elle connaissait toutes les petites routes du département. J'ai dû visiter la moitié des exploitations agricoles du département. Et c'est là que ma réflexion a basculé un peu. Parce que j'ai vu des grandes exploitations. En Loire-Atlantique, il y a toujours eu, surtout à partir du 19^{ème} siècle, fin du 18^{ème}, des exploitations agricoles très motivées, très rentabilisées, très modernes. Qui étaient entre les mains d'ailleurs d'une bourgeoisie, d'une noblesse rurale très avancée au niveau des techniques agricoles. C'est en Loire-Atlantique par exemple, que se fait la meilleure utilisation des engrais et c'est à partir de la Loire-Atlantique que part toute la réglementation sur l'utilisation des engrais. C'est à partir de la Loire-Atlantique que se fait, comme en Normandie, la sélection des bovins.

CL : Quel lien avec votre réflexion politique ?

JF : Parce qu'à côté de ça, il y a une agriculture pauvre, techniquement arriérée, faut bien le dire, techniquement pas en avance.

CL : Vivrière ?

JF : Vivrière. Il y a pas d'argent, ou très peu. Sous la coupe des propriétaires. Il y a des fermiers, à peu près la moitié... Enfin, beaucoup sont propriétaires mais la moitié sont fermiers. Il y a très peu de métayers. Ça n'existe plus. Mais j'ai vu des paysans enlever la casquette et dire « *Bonjour notre maître* ». C'est pas vieux. 1960. Voilà. On va à la messe, on envoie les enfants à l'école privée parce que c'est obligé quoi. Sinon on se fait virer de la ferme. Même avec le statut du fermage voté en 45, il y a encore du boulot. C'est pas vieux, c'est les années 60, après la guerre, c'est 15 ans, quoi. Et là, ça m'oblige à une réflexion. J'ai 24-25 ans...

[0'35"31] – Engagement syndical

CL : Pour l'instant, ça ne se concrétise pas dans un engagement politique ?

JF : Un engagement syndical. D'abord parce qu'on s'aperçoit qu'au ministère de l'Agriculture, au ministère des Finances, certes, ils nous ont assuré une formation, mais quand on veut avoir un statut, c'est la croix et la bannière. On n'est pas nombreux, on est une centaine en France. Donc on va voir des organisations syndicales : la CGT, puis la CFDT, puis FO. Et eux « *Ben oui, vous avez qu'à adhérer* ». Mais on leur demande un truc particulier. Et on a un stage à côté de Dijon. Nous sommes tous les cents à peu près réunis. Et avec quelques-uns, on se dit, c'est le moment. On va demander à avoir une soirée tranquille et on se réunit tous les cents et on prend l'engagement d'adhérer à l'organisation syndicale qui sortira majoritaire d'un vote à bulletin secret. C'est la CFDT qui sort à 80%. Donc tout le monde adhère. On va demander l'adhésion de la CFDT. On explique qu'on veut un syndicat autonome. Cent, c'est pas beaucoup mais on explique pourquoi. A la CFDT, ils comprennent ça au niveau national. On dit, quand on sera bien organisés, on rentrera dans une des sections, mais en attendant, on veut une force particulière.

CL : Et vous, vous prenez des engagements là-dedans ?

JF : Oui, je suis secrétaire. Il y a un secrétaire général mais moi, j'assure tout le secrétariat technique. Je suis chargé de rechercher des éléments qui vont nous permettre de débattre de notre statut à l'intérieur du ministère de l'Agriculture et à l'intérieur du ministère des Finances, notre passage de contractuel à titulaire – dans l'administration, c'est toujours un peu particulier. Comment ne pas perdre de l'argent...

CL : Cette expérience-là, elle vous a servi pour ce que vous avez vécu après ?

JF : Ah oui, tout à fait. D'abord parce qu'on commence à rencontrer des gens. Au ministère de l'Agriculture, on est reçu au cabinet du ministre. Tout d'un coup, ils s'aperçoivent que nous détenons une force : c'est nous qui détenons les chiffres. Tous les mois, on envoie un rapport chiffré au ministère, qui est destiné au cabinet. C'est pas n'importe quoi : sur la situation agricole, sur les productions, ... Il a fallu se débrouiller pour obtenir ces chiffres, il a fallu être inventif. Et puis on découvre que l'administration est riche de données et qu'il suffit d'aller les chercher. Au ministère de l'Agriculture, ils ne savaient pas comment trouver le nombre de vaches dans notre pays par département. Sauf que toutes les vaches sont obligatoirement vaccinées, qu'elles ont une fiche de vaccination dans les services vétérinaires, et qu'il suffisait d'utiliser ce fichier-là. Moi, quand je suis allé dans le service vétérinaire de Loire-Atlantique à l'époque, il m'a dit « *On a ça* ». Je lui dis : « *On vous l'a jamais demandé ?* » « *Jamais, personne ne me l'a demandé*. » Et il y avait tout ! C'est moi qui ai fait le rapport pour le ministre en

disant : voilà, on a ça, on peut sortir, on peut analyser ce document. Il y a quelques bêtes qui passaient au travers mais c'est rien.

[0'39"35] – Installation à Rezé

CL : Entre temps, vous vous installez à Rezé ?

JF : Alors voilà, ma situation... Je suis les cours. Je réussis les examens d'attaché de l'Insee, parce qu'on nous fait pas de cadeau. A l'Ensaie, ils voyaient pas tout à fait d'un bon œil cette formation-là, qui est en parallèle à celle des attachés. Donc ils nous font pas de cadeau à l'examen de sortie. C'est sévère. Mais je suis reçu à cet examen. Donc, possibilité d'être nommé attaché de l'Insee. On attendra trois ans après le concours ! Le concours, c'est 64, c'est en 67 qu'on a notre arrêté de nomination. Avec rétroactivité, etc., mais il fallu encore se battre pendant trois ans pour. D'où l'importance du syndicat. Ma situation donc s'assure. On n'était pas très bien logés à la Rivière. C'est un appartement vite fait, comme on faisait à l'époque dans les années 60. On habitait au rez-de-chaussée mais on entendait la dame du troisième se limer les ongles... Avec Colette, on cherchait quelque chose. Un voisin dans cet immeuble nous dit : « *On s'en va demain, on part habiter Rezé* ». Il m'explique qu'il a acheté un appartement construit par la ville de Rezé. Pas cher. Alors le mot « pas cher », on en parle le soir. Alors je dis le lendemain matin, j'irai à Rezé. Je savais à peine où était Rezé. On y passait quand on allait à Pornic, voilà. J'y vais le lendemain matin. Je vais à la mairie et je demande qui s'occupe des appartements à vendre. Je vais voir ce monsieur, qui me reçoit gentiment et qui me dit : « *Vous faites quoi ?* ». Je lui explique.

- « *Qu'est-ce que vous voulez comme appartement ?* »

- « *J'aimerais bien un appartement avec deux chambres, si possible deuxième ou troisième étage.* »

Il me sort un plan, il me dit : « *Choisissez.* » Il me dit que le maire, monsieur Plancher à l'époque, voulait une mixité sociale. « *Vous êtes jeune fonctionnaire, ben voilà, on mélange un peu dans le quartier. C'est au Château et c'est construit par la société d'économie mixte immobilière de la Ville de Rezé. Ça vous coûtera 40 000 francs. Vous devez apporter 4 000 francs, 10%. Et vous rembourserez 300 francs par mois* ». Je gagnais 1 200 francs. Donc j'étais dans les clous, quoi. J'avais pas les 4 000 francs, hein. Donc, pendant les deux mois d'été et mon mois de congé entre autres, je me suis embauché comme enquêteur pour pouvoir gagner une partie de l'avance. L'autre partie m'a été prêtée par le Crédit Mutuel.

CL : Quelles sont vos premières impressions de Rezé quand vous arrivez ?

JF : Un dimanche, on fait le tour avec Colette. On va voir. Et ça nous convient. A l'époque, c'était pas encore construit comme aujourd'hui, mais par rapport au quartier où on était, dans le fond, oui, sans appréhension aucune, on se dit : « *Ça va pour nous.* »

CL : Qu'est-ce que vous vous dites sur cette ville ?

JF : Ce que je me dis sur le logement. C'est d'abord le logement qui m'intéressait. Et puis, on voit qu'à côté du logement – on habitait avenue Cadou, il y a l'école, Château-Sud. Le lycée est derrière chez nous. On avait notre fils, Olivier, qui était né en janvier 63. On arrive ici en décembre 64. Et tout de suite on se plaît dans l'immeuble et dans la cage d'escalier. On a des voisins charmants, aimables. Il y a Madame Lelan, la femme de Guy Lelan - la rue du théâtre, un résistant – qui est directrice d'école à Rezé. En dessous de chez nous, il y a un docker. En face de chez nous, il y a un ingénieur de Basse-Indre. Au-dessus, il y a un monsieur qui est technicien à la Fonderie. A côté, il y a une commerçante du Château. Il y a un monsieur qui travaille à Sud-Aviation. Il y a un autre monsieur qui travaille au lycée. Cette cage d'escalier, ça va bien, quoi. C'est des couples à peu près de notre âge. Certains un petit peu plus vieux, mais bon, on a en 64, 26 ans tous les deux. Les plus vieux ont 35 ans, quoi.

[0'45"47] – Syndicat des copropriétaires du Château

CL : Et là, vous vous engagez ?

JF : Voilà. Mon premier engagement, c'est le syndicat des copropriétaires du Château de Rezé. La loi de 65 oblige la création d'un syndicat de copropriétaires. Il y a trois cents familles. Donc la société d'économie mixte, dont le président est le maire de Rezé, est obligée d'organiser un syndicat de copropriétaires. Il réunit tout le monde au théâtre de Rezé. Et avec mes voisins, on se dit, on va y aller. Il y en a un qui dit – je me souviens, c'est celui qui travaille à la fonderie : « *Ce serait bien qu'il y en ait un d'entre nous qui soit candidat au conseil syndical.* » On se regarde. « *Toi t'es fonctionnaire, t'as le temps.* » Voilà comment je suis désigné. Et le soir, au théâtre, le maire présente le syndicat : qu'est-ce que c'est, qu'est-

ce qu'on peut faire. Il y a les revendications sur les constructions - ma porte qu'est mal peinte, mon truc qui... , les petits trucs habituels... Et puis on arrive à la désignation du conseil syndical, de quinze membres. Le maire demande : « *Qui est candidat ?* » Mon voisin dit : « *Lui !* » Votre nom : « *Jacques Floch.* » Noté. Et quand il arrive à quinze, ben voilà. La désignation, dans ce genre d'affaires, c'est comme ça. Sauf qu'il y avait quand même un petit groupe qui était organisé. Un petit groupe, on l'a appris après, plutôt à droite, autour de gens travaillant à Sud-Aviation. Ils font passer deux ou trois gars de chez eux, qu'ils avaient choisis, ça se sentait bien. C'était organisé. Moi j'étais un des non-organisés. Et le maire, à la fin de la séance, dit : « *Voilà, lundi prochain, je réunirai le conseil syndical pour élire le bureau du conseil syndical, dont le président.* » Avant la réunion, un des membres du conseil syndical me dit : « *Ça serait bien si vous vous présentiez à la Présidence. Moi je peux pas, je suis marqué. Je suis membre du Parti communiste. Vous êtes à gauche ?* » « *Oui.* » Je lui explique : syndicaliste, c'était mon seul titre. Ça lui convient. Arrive l'élection. Et arrive un monsieur qui dit : « *Voici monsieur Choimet [PHON], ingénieur à Sud-Aviation, qui est parmi nous, je présente sa candidature à la Présidence.* » Alors évidemment, ingénieur, il écrasait le petit peuple, là, hein... Alors je dis : « *Moi aussi, je suis candidat.* » Je me présente. Et il y a le vote à bulletin secret. Et je le bats d'une voix. Voilà comment on commence une brillante carrière !

CL : Qu'est-ce que vous retenir de cette période-là ?

JF : C'est une période particulièrement intéressante. D'abord, dans le quartier, ça vit beaucoup. Jeunes couples. Ça manque de grands-pères et de grands-mères quand même. Plus tard, quand on analyse, on s'aperçoit qu'il manquait quelque chose. Il y a quelques retraités qui ont acheté des appartements mais c'est pas important. En plus, c'est une période de construction sur Rezé. Donc, il y a un certain nombre de services dont on a besoin et qui ont du mal à émerger. Le commerce local, c'est sur la place du Château. Il y a un Suma. Ça manque aussi, au niveau médecins. Il y a le cabinet de dentiste qui s'installe. ^

CL : Cela vous permet de vous rendre compte de ce qui marche et des manques...

JF : Oui, tout de suite on s'aperçoit... Bon, c'est pas des manques énormes. Ce qui existe mais qui n'est pas suffisamment important, c'est les transports publics. Si vous avez pas de voiture, vous êtes coincé quand même. Par contre, la mairie a fait deux grandes écoles : Château-Sud et Château-Nord. Avec des enseignants de grande qualité. Écoles maternelles. Mais par contre, il n'y a pas de crèche. Pour une raison simple : à l'époque, à Rezé, seulement 5% des femmes travaillaient. Donc, il y a 70% des femmes qui restent chez elles. Et certaines, pour avoir un peu d'argent, gardent des enfants. Donc, la demande de crèche n'existe pas. Votre voisine garde les enfants. Bon, si elle est propre sur elle, ben ma foi, vous lui confiez vos enfants, tranquilles. Et c'est pratique, c'est à côté. Au niveau horaire, au niveau tout ça, il y a pas d'inconvénient. Il y a pas la sociabilisation qui existe dans les crèches.

CL : Ce rôle-là, il aiguise votre regard sur la ville ?

JF : Oui, mais représentant de trois cents familles nouvellement arrivées sur Rezé, le maire, il peut pas être ignorant de ça. Donc je suis invité par Alexandre Plancher, à venir le voir un samedi matin. Il recevait le samedi matin, il faisait des choses un peu particulières comme ça. Pour savoir qui j'étais.

[0'52"32] – Entrée à la Convention des Institutions Républicaines de Mitterrand

JF : Mais entre-temps, en 65, un de mes voisins, celui qui travaillait à la fonderie, et qui était délégué CGT... Et en 65, il y a la campagne électorale présidentielle avec Mitterrand comme candidat, le Général de Gaulle, Lecanuet, Tixier-Vignancour, ... Et moi, ça m'intéresse cette campagne électorale. En tant que citoyen. Et mon voisin, je le croise dans l'escalier, il me demande : « *Tu veux pas venir avec moi ce soir ? Je colle des affiches pour Mitterrand* ». Je dis, très bien, ça me convient. Donc mon premier acte de militantisme politique, c'est aller coller des affiches pour Mitterrand. Et fin 65, la campagne m'avait marqué. Je me suis dit, il faut que j'adhère à quelque chose. Je n'ai jamais voulu adhérer à la SFIO. Je considérais que Guy Mollet avait été responsable de mon envoi en Algérie. A tort ou à raison. Historiquement, j'ai peut-être tort, mais politiquement, j'ai raison. Je lis des documents, je lis Le Monde. Il y a un appel de Mitterrand à adhérer à la Convention des Institutions Républicaines. J'adhère. Je rencontre les gens... A la Convention en Loire-Atlantique, on était une centaine. Moi, j'arrive là-dedans, un peu un cheveu sur la soupe. Mais par contre, il y a des vrais débats, intéressants. Et quand je suis reçu par Alexandre Plancher, j'ai dans la poche ma carte de la Convention. Alors on parle, et je sentais bien qu'il voulait que je lui dise à quel bord j'appartenais. Je lui dis que j'adhère à la Convention des Institutions Républicaines, François Mitterrand. Bon très bien, grand sourire. J'étais bon.

[0'55"08] – Mai 68 à Rezé

JF : Et il y a eu mai 68. Et mai 68 à Rezé, ça a été important, hein. C'est là que je rencontre Gilles Retière. Gilles Retière, qui était responsable de la MJC. Il avait 18 ans. Moi j'avais 30 ans. On avait 12 ans d'écart. Et là, en mai 68, plus de ramassage de poubelles, donc gros problèmes. Et en tant que président du syndicat des copropriétaires, il faut que je me débrouille. Parce que les gens, ils continuaient à balancer, hein. Il y avait les poubelles comme ça se fait plus maintenant parce que c'est interdit. Ils continuaient, ça s'encombrait mais ils s'en foutaient. Donc je vais voir Plancher. Je lui dis : « *Qu'est-ce que je fais ?* ». Il me dit : « *Je peux pas obliger – c'étaient les ouvriers de chez Grandjouan qui ramassaient – mais par contre, vous ramassez tout, vous mettez toutes les poubelles sur la Place du Pays-de-Retz, et moi, par mesure d'hygiène, je serai obligé de les faire enlever* ». Il dit : « *Ça serait bien que vous alliez voir le comité de grève de chez Grandjouan pour leur expliquer* ». Je vais chez Grandjouan où il y a les nouvelles cliniques maintenant et je rencontre les gars qui étaient au piquet de grève. Je leur explique : je vais faire ramasser les poubelles, on va les mettre sur la place, mais c'est par mesure d'hygiène. Et on fera un communiqué en disant que c'est pas contre le comité de grève. Très bien. Ils étaient d'accord. Je connaissais un agriculteur qui a disparu maintenant, du côté de Bouguenais et je lui dis : « *Il faudrait que tu viennes avec ta carriole et ton cheval et puis on ramassera les poubelles pendant tout un samedi avec les gens* ». On avait mis des drapeaux rouges sur la carriole. On ramassait les poubelles, il y en avait qui en profitait pour vider leur cave. On buvait un coup à chaque fois. C'était bien chaud à la fin de la journée. Heureusement que le cheval connaissait la route pour rentrer tout seul ! Ça avait été un truc un peu... Et puis ça avait surtout resserré les liens entre les gens.

[0'57"44] – Repéré par Alexandre Plancher

CL : Alexandre Plancher vous avait vu faire ça : est-ce qu'il vous a un peu repéré ?

JF : Oui, évidemment. Et puis moi, j'allais assez régulièrement à Paris pour mon travail et j'avais rencontré Alain Savary. Il a été au PSU. Il avait été au PS, il a été gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon à 22 ans.

CL : Vous le rencontrez dans quel cadre ?

JF : Je l'ai rencontré lors d'une conférence. Un de mes collègues m'avait emmené. Un hasard. Il faisait une conférence politique, pas grand public, c'était sur invitation. Mon collègue me dit « *Tu verras, c'est un type intéressant* ». Et effectivement, il avait une vision politique... Ce qui fait que quand il y a eu la première du Nouveau Parti socialiste... En 69, on se prend une raclée aux élections présidentielles avec Gaston Deferre qui fait 5% des voix, associé avec Mendès-France. Le vrai truc, quoi. J'abandonne la Convention pour suivre Savary dans ce nouveau parti. Ici, à Rezé, on est quelques-uns à rentrer à la section socialiste de Rezé. Je me retrouve secrétaire adjoint de la section. 70, je suis secrétaire de la section de Rezé où il y a un vrai renouvellement. Les jeunes soixante-huitards comme moi qui rentrent là. Parce qu'on sait qu'on est débarrassé de Guy Mollet. 70, c'est la préparation des élections municipales.
